



**FRANCE NATURE
ENVIRONNEMENT**

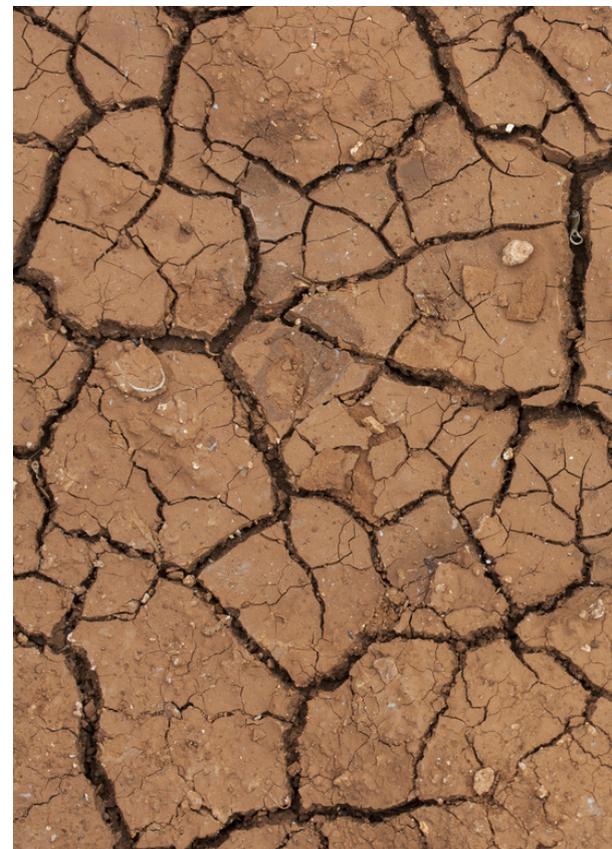
BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ



DÉBAT PUBLIC
BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ

RURALITÉ & ALIMENTATION DANS LE CONTEXTE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

COMPTE-RENDU



Vendredi 22 mars 2024 | 18h30

Amphithéâtre ENSAM

71250 - Cluny

Avec la participation d'un climatologue, d'Élus, de producteurs, distributeurs, associations, consommateurs...



Débat organisé avec le soutien de :



Programme financé par :

SOMMAIRE



RURALITÉ ET ALIMENTATION DANS UN CONTEXTE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Comment produire localement l'alimentation d'un territoire ?
- Quelles pratiques d'atténuation ?
- Quelles pratiques d'adaptation ?
- Quel rôle du consommateur dans les changements de pratiques agricoles ?
- Quels freins à l'accès à une alimentation de qualité ?



Vendredi 22 mars de 18h30 à 21h30



Campus de l'ENSAM, Cluny



74 personnes présentes



11 intervenants



3 témoignages



1h de débat

ANIMATEUR

Noé Rivallain, FNE BFC

INTERVENANT.ES

Pierre Camberlin, climatologue

Christian Bajard et Luc Jeannin FDSEA 71

Olivier Devêvre, Gabsel

Jérôme Escalier, Confédération Paysanne 71

Catherine Castaing, UFC-Que Choisir 71

Didier Laurency, Maire de Saint-Usuge

Haggai Hes et Elisabeth Dandel, projet de navette rurale à la Communauté de communes du Clunisois

Claire Pernet, Chargée de mission PAT à la Communauté de communes du Clunisois

Fabrice Voillot, Conseiller régional

TÉMOIGNAGES

Jonas Caillé, projet de transformation de pain en farine des étudiants de l'ENSAM

Mouvement inter-régional des AMAP

Jean-Paul Charvet, Pain sur la Table

INTRODUCTION

L'événement s'est construit en deux parties. D'abord des interventions qui permettent de donner de la matière au débat, dans un second temps.

Pour traiter de l'alimentation face au changement climatique nous ne pouvons uniquement faire intervenir des agriculteurs car il existe une multitude d'autres acteurs entre le champ et nos assiettes. Après une introduction par un climatologue pour rappeler les menaces du changement climatique sur notre agriculture, nous avons abordé en trois temps :

- La production agricole
- La consommation, l'accès, la distribution*
- Les actions des collectivités territoriales

Ces trois thématiques permettent de retracer le chemin de notre alimentation, et de faire s'exprimer à la suite tous les acteurs qui peuvent agir sur la production alimentaire. Chacun a exprimé les enjeux de sa position, avant que nous débattions l'ensemble durant le débat.

La présentation de Pierre Camberlin, climatologue, n'a pas conduit à un débat. En effet il s'agissait d'une présentation sur les effets du changement climatique **qui n'est pas discutable.**

Il nous a expliqué que :

- La France est l'une des régions du monde qui se réchauffe le plus vite
- L'alimentation est très émettrice de GES, mais l'impact est bien moins important selon le régime alimentaire (+/- carné, +/- de produits transformés)
- Le changement climatique va peut-être conduire à une légère baisse des précipitations, mais c'est surtout la répartition des précipitations qui va évoluer avec une augmentation des pluies durant l'hiver et une diminution pendant l'été.
- L'augmentation des températures va conduire à une augmentation de l'évapotranspiration, et aggraver la sécheresse
- Les rendements alimentaires sur certaines productions exigeantes en eau (ex. maïs) vont chuter
- Les pays les plus exposés sont ceux qui, historiquement, ont émis le moins de GES
- Les pays les plus riches, et au sein de ces pays les personnes les plus riches sont ceux qui émettent le plus de GES

L'Hémisphère Nord, surtout au niveau des continents, se réchauffe plus vite que le reste du monde

L'alimentation est responsable d'environ 23% de nos émissions de GES (en France)

Les précipitations seront plus fortes l'hiver et moindres l'été, augmentant l'intensité des épisodes de sécheresse. Ces changements menacent notre modèle agricole

* Un représentant d'une grande surface était convié au débat mais sa venue a été annulée par ses supérieurs

VOLET PRODUCTION AGRICOLE

TROIS INTERVENANTS : FDSEA, Confédération Paysanne, GABSEL

Ce premier volet d'interventions est celui qui a fait le plus réagir dans la salle

Beaucoup de participant.es ont relevé la participation de la FDSEA 71 au débat, en se demandant s'il était pertinent d'inviter ses représentants à notre débat. Nous avons rappelé que le programme Débat Public vise à mettre tous les acteurs autour de la table et que la FDSEA est un acteur majeur des questions agricoles en France. Des participants ont alors expliqué que les membres de la FDSEA tenaient un discours pour défendre leurs intérêts et faire de la communication, ce dont ce sont défendus les membres de la FDSEA présents : "Nous sommes là pour discuter, si nous voulions faire de la communication nous ne viendrions pas ici où nous savons que nous n'avons pas que des amis".

Le débat a donc débuté sur la question de qui peut légitimement venir parler d'environnement, et d'alimentation. Un sujet important qui montre que le format de l'événement est réfléchi et questionné par les participants.

L'intervenant de la FDSEA nous a présenté les difficultés rencontrées par les agriculteurs lors de la crise agricole récente, avant d'apporter au débat la question de l'agrivoltaïsme : régulièrement contactés pour la mise en place de panneaux solaires sur des parcelles agricoles, certains agriculteurs se posent des questions sur la pertinence de ces pratiques sur lesquelles nous manquons toujours de recul. Ce sujet a fait réagir le représentant de la Confédération Paysanne 71 : selon lui les parcelles dédiées à la production agricole ne devaient pas être destinées à la production d'énergie si l'on voulait garantir nos capacités de production d'alimentation.

On fait des efforts. Par exemple, sur ma propriété, j'ai planté 1.5 km de haies.

Oui, mais elles sont trop taillées, et ce pendant la nidification*, il ne faut pas tailler tous les ans !

D'accord ! mais si je les laisse s'épanouir je perds en surface cultivée. Et puis mon ouvrier ne pouvait pas venir tailler certaines haies plus tôt car les champs étaient inondés, le tracteur se serait embourbé... Et à la main ça prend un temps fou !

Il vous faudrait plus de monde, vous ne pouvez pas embaucher ?

* du 15 mars au 31 août, LPO

La capacité d'un territoire à produire son alimentation est de nouveau mentionnée par la chargée de projet PAT. Pour nourrir le Clunisois, 5880 ha de terres seraient nécessaires, répartis entre des productions agricoles plus variées que ce qu'elles sont aujourd'hui. Un participant relève que si les cultures doivent être plus diversifiées pour nous nourrir, elles doivent aussi répondre aux enjeux de santé publique et environnementaux pour ne pas nous menacer.

Les intervenants du GABSEL (Groupement des Agriculteurs Biologiques de Saône et Loire) et de la Confédération Paysanne développent les objectifs et intérêts d'une agriculture biologique et paysanne :

- Une agriculture respectueuse des milieux et de leur diversité
- Une agriculture moins sensible au changement climatique
- Une agriculture qui emploie plus de monde
- Pratiques plus respectueuse des paysans (moindre utilisation de produits nocifs pour la santé)

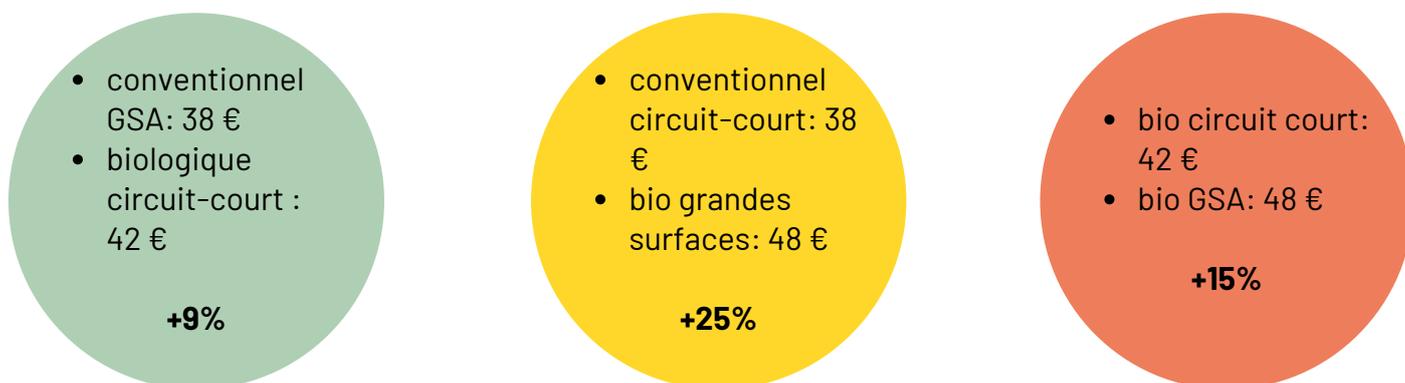
Personne ne remet en cause ces constats, mais dans le débat la question est soulevée de la diminution du nombre de paysans. Comment pratiquer une agriculture plus vertueuse avec moins de personnes dans les champs ?

**En Saône et Loire,
1/4 des exploitations
seront à reprendre
dans les 10 ans**

➔ Il faut aider les agriculteurs, quels sont les moyens d'action ?

Au niveau européen, quelqu'un.e relève que les aides de la PAC bénéficient dans leur majorité aux exploitations les plus polluantes *. Il est aussi relevé que les objectifs européens et nationaux ont été revus à la baisse, et ce notamment sous la pression de lobbys comme la FNSEA. Les membres de la FDSEA présents réagissent en disant qu'un lobby désigne un groupe de pression, et que la FNSEA n'est pas seule à occuper ce rôle.

La discussion évolue ensuite sur les leviers locaux qui peuvent être utilisés pour pallier à ce manque au niveau international et national. Le premier d'entre eux, nous explique l'UFC-Que Choisir, est lié à nos choix de consommation. En effet, sur un même panier de produits alimentaires, leurs chiffres donnent une différence de 9% entre des paniers de produits locaux issus de l'agriculture conventionnelle et un autre biologique. Pourtant, cette différence monte à 25% entre le panier conventionnel local et celui de produits biologiques en grandes surfaces, et enfin de 15% entre un panier biologique en circuit-court et un panier biologique en GSA*.



*Selon une étude de la revue scientifique *Nature Food*, 80% des subventions de la PAC soutiennent des élevages, et donc une alimentation issue de produits d'origine animale. Ces produits représentent 84% des émissions de GES de l'agriculture européenne pour 35% des calories consommées et 65% des protéines.

*Grandes Surfaces Alimentaires

Cependant, l'accès à une alimentation locale n'est pas toujours facilité. La disparition des petits commerces et la centralisation des grandes surfaces dans certaines communes contraignent par ailleurs les consommateurs à prendre la voiture, faute de transports en communes pour aller faire leurs courses.

Le réseau des AMAP et la Communauté de communes du Clunisois nous présentent des solutions :

MIRAMAP

Le Mouvement Inter-Régional des Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne fédère des AMAP. Ces dernières sont des associations de consommateurs qui pré-paierent des paysan.nes pour bénéficier de leur production sans intermédiaires. Cette méthode permet de garantir aux producteurs un paiement indépendamment de leurs récoltes, tandis que les particuliers bénéficient de fruits et légumes de qualité, de saison, et sans payer les marges des distributeurs. La distribution se fait directement, limitant par ailleurs les problématiques liées au transport.

Ces solutions permettent de faciliter l'accès à une alimentation de qualité en milieu rural. Cependant, elles reposent en bonne partie sur des aides publiques qui parfois ne sont pas suffisantes, comme le soulèvent deux personnes dans le public.

L'engagement politique devient alors une piste pour que les institutions politiques financent en priorité des solutions locales bénéficiant aux producteurs, aux consommateurs et aux écosystèmes.

LA NAVETTE RURALE

5 villages de la Communauté de communes du Clunisois se sont associés pour mettre en place une navette. Conduite par une bénévole, cette mini-bus dessert pour 1.5€ le marché de Saint-Gengoux et permet aux habitant.es de mutualiser leurs transports, réduisant ainsi les émissions de GES et les coûts

LE PAT

Les Projets Alimentaires Territoriaux sont des initiatives locales, souvent portées par les EPCI (communautés de communes) qui ont pour objectif de faciliter la production, la vente et la consommation de produits locaux. Dans le cas de la CC du Clunisois, le PAT est divisé en six axes :

- Soutenir une production agricole permettant de répondre aux besoins alimentaires du territoire et à la préservation du paysage
- Accompagner les filières locales et le maintien de la valeur ajoutée sur le territoire
- Valoriser les produits et les savoir-faire locaux
- Soutenir l'accès à une alimentation saine et de qualité pour tous
- Accompagner la transition écologique du système alimentaire
- Accompagner le développement du PAT

Le Pain sur la Table (restaurant biologique) et une association d'étudiants de l'ENSAM nous ont apporté deux témoignages de pratiques vertueuses dans le cadre d'une activité économique ou universitaire.

Le Pain sur la Table se fournit avec des produits locaux, et a donc adapté sa carte à ses convictions. Le lieu, plus qu'un restaurant, héberge aussi une petite librairie au sein de laquelle sont régulièrement organisés des événements.

Le Blé du Coeur est un projet d'un groupe d'étudiants de l'école des Arts et Métiers de Cluny visant à réduire le gaspillage de pain, estimé à 4.5 kg par an et par habitant en France. Grâce à une machine conçue pour l'occasion les étudiants récoltent localement le pain et le transforment en farine pour des personnes démunies.*

CONCLUSION

Le débat a rapidement pris la forme d'une discussion apaisée sur les moyens qui pouvaient être mis en place pour aider l'agriculture à poursuivre sa transition, et ce en changeant nos comportements alimentaires. La capacité des territoires à produire l'alimentation variée que nous consommons a cependant peu été abordée, et serait sans doute une piste d'approfondissement pour un prochain débat.

PISTES D'AMÉLIORATION

Le grand nombre d'interventions demandait une concentration importante des participant.es et il serait possible de réduire ce temps au profit de celui consacré au débat. Cependant ce temps d'information est important pour favoriser la participation sur des sujets complexes comme celui de l'alimentation. Peut-être qu'il serait possible d'organiser cette "formation" en amont ou durant le débat. De la même manière, les pistes d'engagement qui ont émergé des interventions et du débat gagneraient à être explicitées sous la forme d'un compte-rendu collectif, plus incitatif pour les participant.es.